



Assemblée des États Parties

Distr. générale
8 avril 2003
Français
Original: anglais

Première session (première et deuxième reprises)

New York

3-7 février 2003

21-23 avril 2003

Élection du Procureur de la Cour pénale internationale

Note du Secrétariat

Additif

1. L'Assemblée des États Parties, à sa 8e séance, le 7 février 2003, a décidé, sur la recommandation du Bureau, de rouvrir le délai pour la présentation des candidatures au poste de procureur du 24 mars au 4 avril 2003. Comme, aux termes du paragraphe 29 de la résolution ICC-ASP/1/Res.2, tout doit être fait pour élire le Procureur par consensus, le Bureau a continué à encourager les États Parties à se consulter officieusement, avant de faire parvenir au Secrétariat des candidatures officielles au poste de procureur.
2. À la même séance, l'Assemblée des États Parties a pris note de la décision du Bureau tendant à ce que l'élection du Procureur ait lieu durant la seconde reprise de la session en avril 2003.
3. Conformément à la décision de l'Assemblée des États Parties, le délai pour la présentation des candidatures a été rouvert le 24 mars 2003 et fermé le 4 avril 2003. Une candidature, celle de M. Luis Moreno Ocampo (Argentine), a été reçue.
4. L'information relative au candidat à l'élection au poste de procureur de la Cour pénale internationale, incluant une déclaration spécifiant dans le détail comment le candidat répond aux règles édictées au paragraphe 3 de l'article 42 du Statut, est donnée en annexe au présent document.



Annexe

[Original : anglais et espagnol]

Luis Moreno Ocampo (Argentine)

Note verbale

J'ai l'honneur de présenter la candidature de M. Luis Moreno Ocampo au poste de procureur de la Cour pénale internationale.

C'est un honneur insigne pour le Gouvernement argentin que de présenter cette candidature; M. Luis Moreno Ocampo jouit, en Argentine, d'une réputation prestigieuse acquise dans l'exercice de la fonction de procureur principal; il est parfaitement qualifié pour exercer cette fonction, comme le savent les États Parties au Statut de Rome.

Cette candidature illustre l'intérêt ferme et constant que la République argentine porte à la Cour pénale internationale.

Qualifications

Études universitaires

Faculté de droit de Buenos Aires, 1978, diplôme d'avocat.

Activités professionnelles

Moreno Ocampo & Wortman Jofre (depuis 1992)

Partenaire privilégié d'un cabinet juridique composé de 12 avocats, basé à Buenos Aires et spécialisé dans le droit pénal et le droit relatif aux droits de l'homme; les programmes de lutte contre la corruption pour de grandes organisations; et les techniques de règlements extrajudiciaires des litiges commerciaux.

- A été chargé d'affaires d'intérêt public portant sur des questions telles que la protection de journalistes et la corruption au niveau politique.
- A représenté les victimes dans le cadre de la demande d'extradition de l'officier nazi E. Priebke, présentée par l'Italie en 2001.
- A représenté les victimes lors du procès pénal qui s'est déroulé en 2002 aux fins de juger un membre de la police secrète chilienne accusé d'avoir assassiné le général chilien Carlos Prats en 1974, à Buenos Aires.
- A représenté devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains l'ancien Ministre de l'économie Domingo Cavallo, requérant que son droit à un jugement impartial soit garanti.
- A occupé les fonctions d'inspecteur général privé pour de grandes sociétés privées.
- A exécuté des programmes pour l'Institut national de réassurance, le Bureau national du fisc et le Ministère du travail et de la sécurité sociale argentin.

- A négocié des litiges suscités par des questions tant de discrimination sexuelle que financières entre des actionnaires dans trois des plus grandes sociétés du pays.

Prestations de services de consultant (depuis 1990)

- Consultant pour la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et l'Organisation des Nations Unies, afin de conseiller les gouvernements qui tentent de lutter contre la corruption dans les pays ci-après : République dominicaine, Bolivie, Venezuela et Pérou.
- Consultant pour la Banque mondiale, recruté pour former les directeurs ainsi que les fonctionnaires locaux, régionaux et nationaux d'Amérique latine et d'Afrique.

A participé à des séminaires sur les droits de l'homme et la lutte contre la corruption dans plus de 20 pays, notamment : Canada, États-Unis d'Amérique, Mexique, Guatemala, El Salvador, Honduras, Costa Rica, République dominicaine, Panama, Venezuela, Colombie, Équateur, Pérou, Brésil, Paraguay, Bolivie, Uruguay, Chili, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, France, Italie, Espagne, Ouganda, Afrique du Sud, Maroc et République de Corée.

- A donné des conférences dans les Universités de Yale, Harvard, Stanford, New York et Columbia sur la justice, les droits de l'homme et la lutte contre la corruption.

Autres activités professionnelles

Marchés transparents (depuis 1999). Fondateur et actionnaire principal d'une société internationale utilisant les forces du marché pour accroître la transparence et l'efficacité des marchés publics. Cette société diffuse des informations internationales et locales sur les offres publiques d'achat des organisations multilatérales, des autorités nationales, provinciales et municipales.

Expérience en matière de poursuites

1980-1984	Commis au Cabinet du Procureur général, Argentine.
1984-1985	Procureur adjoint lors des procès intentés contre la junte militaire qui a dirigé le pays pendant la dictature; a dirigé l'équipe chargée d'instruire le dossier, laquelle a examiné plus de 10 000 cas de violations présumées des droits de l'homme, retenu 700 dossiers et présenté 2 000 témoins; a établi comment les officiers supérieurs avaient approuvé et exécuté un plan minutieux pour faire enlever, torturer et finalement « disparaître » tous ceux dont ils se méfiaient; a participé aux interrogatoires et contre-interrogatoires des témoins.
1986	Procureur adjoint dans les procès contre le général Ramon Camps, chef de la police de Buenos Aires et contre huit officiers de police impliqués dans des affaires de meurtres, d'enlèvements et de tortures; chargé de l'instruction et de la recherche des preuves et a participé à l'interrogatoire des témoins avec le Procureur principal.

- 1987 A collaboré avec le parquet des États-Unis à l'occasion de l'extradition du général Guillermo Suarez Mason, en Californie (États-Unis).
- 1988 Procureur principal lors du jugement des responsables du soulèvement militaire de 1987.
- 1988 Procureur principal lors de la révision d'un procès militaire pour malversations intenté contre les commandants de la guerre des Malouines (Malvinas-Falkland).
- 1991 A dirigé les poursuites exercées contre les militaires qui ont participé au soulèvement (décembre 1990) contre la démocratie argentine.

Activités universitaires

Harvard Law School (hiver 2003) : professeur invité Robert F. Kennedy pour dispenser en association avec le professeur Philip Heyman un cours intitulé « Bringing power to justice » analysant les différentes fonctions des procureurs dans les pays de *common law* et de droit civil et examinant les différentes approches nationales et internationales utilisées pour juger les acteurs étatiques qui se sont rendus coupables de violation de la loi; a également organisé un séminaire intitulé « Droits de l'homme, commerce international et corruption : instaurer la primauté du droit dans les pays en développement ».

Stanford University (hiver 2002) : professeur invité Tinker, chargé d'un cours intitulé « Droits de l'homme, commerce international et corruption : instaurer la primauté du droit en Amérique latine » à l'intention des étudiants de troisième cycle.

Université de Buenos Aires (depuis 1992) : professeur associé, à temps partiel, au Département de droit pénal, chargé de séminaires sur les droits de l'homme, la corruption et le blanchiment d'argent.

Centro de Estudios de Estado y Sociedad (CEDES) (Centre d'études administratives et sociales) (1988-1990) : chercheur dans le cadre du programme intitulé « Les droits de l'homme et la consolidation de la démocratie : éléments contre l'appareil militaire argentin »; financé par la Fondation John D. et Catherine T. Mac Arthur et la Fondation Ford.

Faculté de droit de l'Université de Buenos Aires (1984) : Directeur adjoint du centre de recherche de la faculté de droit.

Ouvrages et publications

En defensa propia. ¿Cómo salir de la corrupción? (Légitime défense. Comment éviter la corruption?). Éditions : Sudamericana. 1993

Cuando el poder perdió el juicio. ¿Cómo explicar el « Proceso » a nuestros hijos? (Lorsque le pouvoir a perdu la raison. Comment expliquer la « dictature » à nos enfants). Éditions : Planeta Espejo de la Argentina. 1996. Cet ouvrage explique le fonctionnement du système qui a conduit à la dictature militaire et aux crimes épouvantables qui ont été commis par la suite.

« The challenge of the law in Argentina: after the genocide, hypercorruption and insecurity », dans *The Coming Argentina, Analysis and Proposals for a Society in Transition*. Aldo Isuani et Daniel Filmus, compileurs, UNICEF, Flacso.

« Beyond punishment: justice in the wake of massive crimes in Argentina », *Journal of international affairs*, printemps 1999, vol. 52, No 2.

Activités Pro bono

Poder ciudadano (depuis 1989). Cofondateur et actuel Président de cette organisation non gouvernementale ayant pour objectif de promouvoir la responsabilité et la participation des citoyens grâce à des programmes éducatifs et au suivi du fonctionnement des systèmes judiciaire, parlementaire, exécutif et des campagnes politiques.

Transparency International (depuis 1995). Ancien Président de Transparency International pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ancien membre du Conseil consultatif de l'organisation internationale et actuellement membre du Conseil mondial. Transparency International s'est donné pour mission de réduire la corruption dans le commerce international.

Nouvelles stratégies applicables à la protection des droits de l'homme, le Centre des victimes de la torture (depuis 2000). Membre d'un petit groupe de travail international chargé de rassembler, d'élaborer et de mettre en place de nouvelles stratégies, souvent mises en oeuvre par des groupes peu connus sur la scène des droits de l'homme, et qui peuvent contribuer à limiter les violations incessantes de ces droits. Le groupe de travail encourage l'utilisation et la diffusion de ces stratégies en organisant des ateliers régionaux de formation et en rassemblant celles qui ont fait la preuve de leur efficacité dans un manuel destiné aux défenseurs des droits de l'homme.

Project on Justice in Times of Transition, Harvard University (depuis 2000). Membre du Conseil d'administration de cette initiative universitaire visant à recueillir les témoignages des victimes, des tortionnaires et des simples observateurs qui ont réussi à coexister après ces violations graves des droits de l'homme.